

Première Synthèses Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2004

EMPLOI EN HAUSSE

DANS UNE CROISSANCE RALENTIE

Au troisième trimestre de 2004, la croissance a connu une faiblesse (+0,1%) qui ne paraît pas remettre en cause le processus de reprise, dont l'emploi salarié des secteurs marchands continue de profiter modestement avec +8 000 postes créés. Si l'industrie perd encore des effectifs (-21 000), la construction (+6 000) mais surtout le tertiaire (+23 000) confirment la reprise de l'emploi observée au premier semestre. Le hoquet de la croissance retarde cependant le recul du chômage, qui se stabilise à 9,9 % à la fin du troisième trimestre. La progression ralentie de l'activité réduite des demandeurs d'emploi au cours du trimestre (+19 000) a contribué au maintien du chômage, tout comme la baisse du nombre de bénéficiaires des dispositifs d'emploi aidé. Cependant, les perspectives restent bonnes.

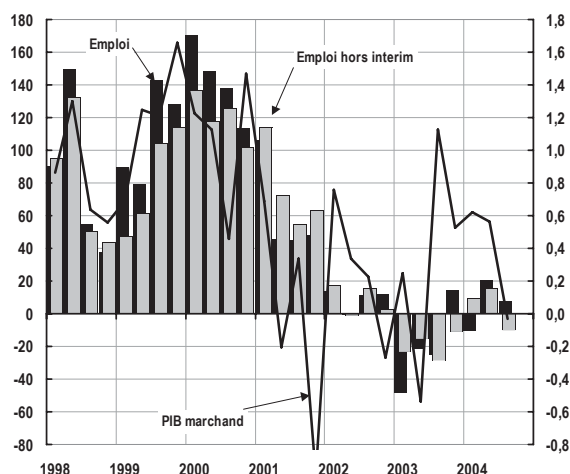
La croissance estivale trébuché

La reprise économique initiée au second semestre de 2003 a été contrariée cet été. La hausse des prix du pétrole, la stabilisation des croissances américaine et chinoise et l'appréciation de l'euro ont pesé sur la demande mondiale s'adressant aux pays de la zone euro. En France, l'activité n'a ainsi progressé que de +0,1 % au troisième trimestre, tout en se maintenant à +2,0 % en glissement annuel.

Outre les incertitudes affectant le dynamisme économique des autres continents, la consommation au sein de la zone euro a été atone. La France, qui jusqu'alors tirait la reprise européenne, a donc eu à faire face à une demande extérieure brusquement dégradée au cours de l'été, ce dont

Graphique 1
Emploi et PIB concurrentiels non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers t / (t-4) en %

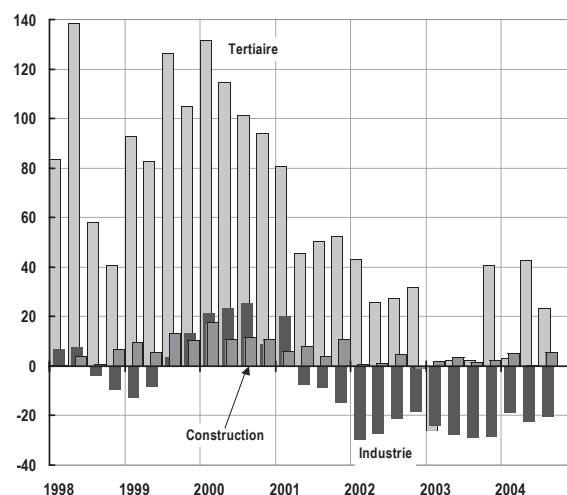


Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs concurrentiels

Variation trimestrielle en milliers



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

atteste le décrochage des exportations en août. La confiance des entrepreneurs comme la production se sont pourtant globalement maintenues dans l'ensemble des secteurs d'activité. Une partie de la production n'a pas pu être exportée et serait venue gonfler les stocks, qui apportent ce trimestre une contribution positive exceptionnelle à la croissance.

Le tassement de la croissance au troisième trimestre reflète également la faiblesse de la demande des ménages et des entreprises. La consommation des ménages a connu un léger recul, exceptionnel au vu des sept dernières années, probablement lié aux effets retardés de la stagnation du pouvoir d'achat au trimestre précédent. De son côté, l'investissement des entreprises, qui a apporté un soutien significatif à la phase de reprise économique du début de l'année, a connu une contraction surprenante à ce stade du cycle conjoncturel.

La croissance a donc marqué une pause, mais celle-ci fait figure d'accident de parcours : les ressorts qui ont suscité quatre trimestres de croissance vigoureuse depuis la mi-2003 demeurent présents. Du côté des ménages, la confiance s'est redressée tout au long de l'été et le pouvoir

d'achat a repris sa progression, soutenu par le fort relèvement du SMIC en juillet, l'infléchissement de l'inflation et la poursuite de l'amélioration lente du marché du travail. La situation conjoncturelle est plus favorable encore pour les entreprises : leur situation financière est assainie, le taux de marge reste voisin de son niveau moyen des quinze dernières années, si bien que les entrepreneurs affichent une confiance en progression constante, sans signaler de difficultés de trésorerie ni de tensions marquées sur l'appareil de production, autant d'éléments favorables à l'investissement des entreprises.

Embellie confirmée mais encore timide de l'emploi

Le recul de l'emploi qui avait marqué l'année 2003 s'est interrompu au printemps 2004, laissant entrevoir une reprise durable de l'emploi. Bien que timide, celle-ci est aujourd'hui confirmée : l'emploi salarié marchand, révisé en hausse au deuxième trimestre, progresse sur un an de +32 000 postes, soit +0,2 %, première évolution positive en rythme annuel depuis la fin 2002 (tableau 1). Après avoir privilégié, dans les premiers temps de la reprise,

le retour rapide à des gains de productivité élevés pour relever leurs marges, les entreprises recommenceraient donc peu à peu à embaucher, donnant un écho prudent à la croissance retrouvée (graphique 1).

Ce passage à vide de la croissance vient probablement inhiber le redressement de l'emploi, de sorte que les progressions enregistrées en 2004 demeurent modestes, avec +18 000 emplois créés depuis le début de l'année. Les services demeurent le principal moteur de la création d'emplois dans les secteurs marchands, avec +23 000 emplois, mais cette progression reste toutefois inférieure à celle enregistrée lors des précédentes phases de reprise, reflétant le rythme de croissance historique atteint par la productivité dans ces secteurs. Dans le commerce et les services aux entreprises notamment, l'emploi enregistre sur le trimestre une baisse difficile à expliquer. En revanche, l'intérim confirme son dynamisme retrouvé, avec +18 000 emplois sur le trimestre ; expliquant une grande partie de la hausse de l'emploi tertiaire marchand, il vient conforter la hausse de l'emploi (graphique 3).

Dans les autres grands secteurs, la conjoncture de l'emploi s'améliore. Le rythme des destructions d'emplois

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Milliers / cvs / fin de trimestre	2004		2003				2004				2003	2004
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)	
	Niveau					Variations trimestrielles					%	
Secteurs concurrentiels (1)	15 410	-49	-22	-25	14	-11	20	8		-0,5	0,2	
<i>Dont Industrie</i>	3 885	-24	-28	-29	-28	-19	-23	-21		-2,4	-2,3	
<i>Construction</i>	1 290	2	4	2	2	5	0	6		0,4	1,0	
<i>Tertiaire</i>	10 234	-26	3	2	41	3	43	23		0,1	1,1	
<i>dont intérim</i>	584,8	-25	-7	4	26	-20	5	18		-3,3	5,2	
Non-marchand aidé (2)	306	-33	-24	-32	-12	-50	-20	-16		-20,8	-24,3	
Autres (3)	8 903	43	23	24	0	22	22	22		1,5	0,7	
Emploi total	24 618	-39	-23	-33	3	-39	22	14		-0,2	0,0	

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi-solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC) et Emploi jeunes.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs.

Les données sont arrondies au millier, et les totaux sont toujours ajustés sur les sources statistiques officielles

Sources : Dares, Insee, Unédic.

dans l'industrie se ralentit: -21 000 emplois au troisième trimestre de 2004 contre -29 000 à la même période l'an passé (graphique 2). Dans la construction, qui avait été moins affectée par le cycle économique que les autres secteurs, la progression de l'emploi est déjà robuste (+6 000 postes ce trimestre, soit +1,0 % de hausse sur un an), et ce malgré le retour progressif à davantage de gain de productivité depuis la mi-2003.

L'emploi total augmente de +14 000 postes au troisième trimestre, avec un taux de croissance sur un an de +0,0 % qui confirmerait le terme de la phase défavorable initiée à la

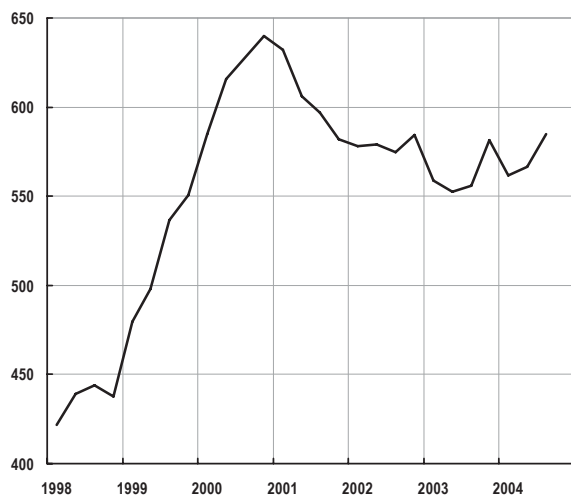
mi-2001. Comme au trimestre précédent, cet arrêt de la dégradation de l'emploi total est impulsé par la progression de l'emploi marchand mais s'appuie également sur une dégradation moins prononcée des emplois aidés dans les secteurs non concurrentiels (-16 000, contre -70 000 au premier semestre 2004). Les autres emplois viennent soutenir la hausse de l'emploi total avec +22 000 emplois ce trimestre et +66 000 (+0,7 %) sur un an: l'emploi non-salarié aurait cessé de reculer tandis que le nombre de salariés dans les secteurs non-marchands continuerait de progresser.

Productivité robuste et progression des salaires

La relative lenteur avec laquelle reprise de la croissance à bénéficié à l'emploi, a porté les gains de productivité individuelle à un pic inédit depuis la fin des années 1980: +3,0 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2004. A l'image de la croissance, la productivité trébuche au troisième trimestre de 2004, mais reste soutenue en glissement annuel, pour s'établir sur un rythme proche de celui de long terme à +1,6 % (graphique 4). Si la réorientation positive de l'emploi a bien lieu, les entrepreneurs restent attentifs au

Graphique 3
Emploi intérimaire

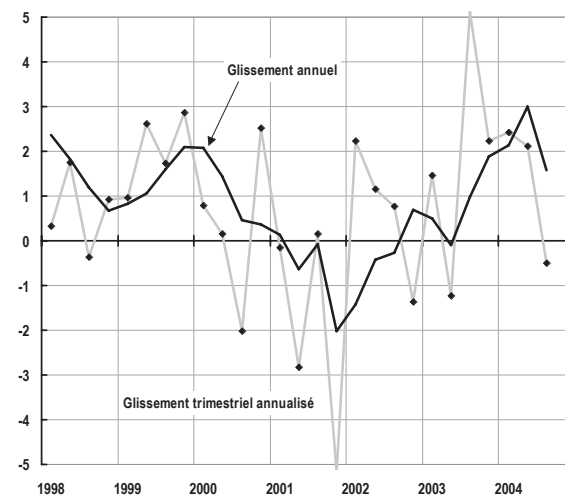
Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclaration des agences d'intérim).

Graphique 4
Productivité par tête

T/T-4 en % - (T/(T-1)) x 4 en %



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

maintien de gains de productivité élevés -et ce quel que soit le secteur d'activité.

Reflète de ce comportement encore prudent, l'accélération des salaires, qu'autorise l'amélioration progressive de la situation des entreprises, est modérée (tableau 2). Le relèvement du SMIC et des garanties mensuelles de rémunérations a conduit à une progression du Salaire Horaire de Base Ouvrier de +1,1 % au troisième trimestre, légèrement supérieure à celle observée un an plus tôt dans un environnement alors nettement moins porteur. Du fait de la dégradation passée du marché du travail et du niveau toujours élevé du chômage, le maintien de l'inflation à des niveaux supérieurs à +2,2 % depuis deux trimestres n'alimente que modestement l'accélération des salaires (graphique 5).

Les indicateurs de difficultés de recrutement continuent de se redres-

ser, en particulier pour les familles professionnelles de l'industrie, indiquant une intensification des flux sur le marché de travail (graphique 6). A ce stade, elle est cependant trop faible pour apporter un véritable soutien à la dynamique salariale. Si les salaires progressent un peu plus vite qu'au cours de l'année écoulée, le pouvoir d'achat du Salaire Mensuel de Base doit encore l'essentiel de sa progression au troisième trimestre à une inflation ralentie.

Nouvelle progression des entrées dans les dispositifs de politiques de l'emploi

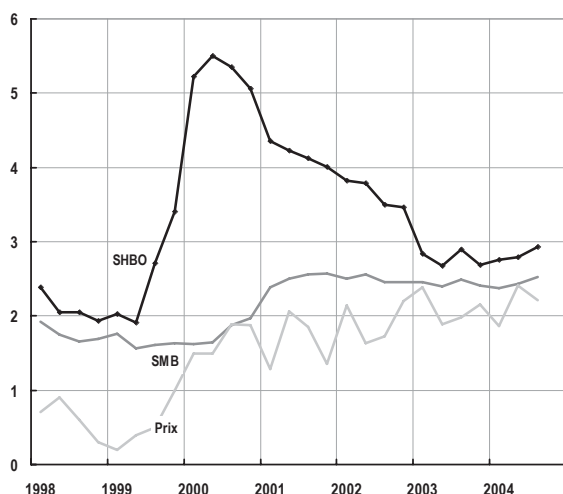
Après trois trimestres de recul, les entrées dans les dispositifs spécifiques de politique de l'emploi progressent au troisième trimestre: +369 000 personnes après +349 000 au deuxième trimestre (tableau 3). Le reflux des emplois aidés non-marchands est désormais plus que

compensé par les entrées dans les dispositifs du secteur marchand. Cette évolution participe à l'amélioration de la conjoncture et au raffermissement sous-jacent de l'emploi. Au total, la baisse du nombre de bénéficiaires de l'ensemble des dispositifs s'en trouve modérée par rapport à sa tendance récente: -29 000 sur le trimestre contre -57 000 à la même période l'an passé.

Dynamiques, les entrées dans les dispositifs du secteur marchand demeurent toutefois en léger retrait par rapport à la même période de 2003 (-3,2 % soit -4 000 entrées): les entrées plus nombreuses en *Contrats initiative emploi* (+3 000) et la bonne tenue des entrées dans les dispositifs de formation en alternance ne suffisent pas à effacer de moindres entrées dans les *Contrats jeune en entreprise* (-10 000). Le stock de bénéficiaires est toutefois quasiment stable sur un an: -0,3 %, soit -3 000. Les effets

Graphique 5
Salaires et prix

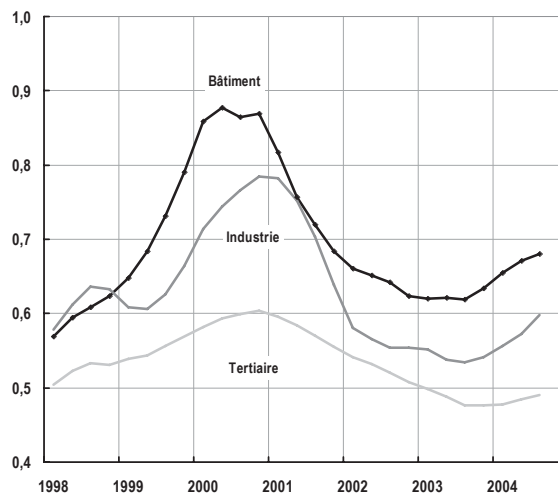
T/T-4 en %



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité

Sources : Anpe, Dares.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2003				2004				2003	2004	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)	
	Variations trimestrielles en %										%
Salaire Horaire de Base Ouvrier(SHBO)	0,8	0,6	1,0	0,3	0,9	0,6	1,1		2,9	2,9	
Salaire Mensuel de Base Ouvrier(SMBO)	0,8	0,6	1,0	0,3	0,8	0,5	1,1		2,8	2,8	
Salaire Mensuel de Base(SMB)	0,8	0,5	0,7	0,3	0,8	0,6	0,8		2,5	2,5	
Prix	0,8	0,4	0,3	0,6	0,6	0,9	0,1		2,0	2,2	

Sources : Dares, Insee.

retardés des sorties de l'abattement temps partiel s'atténuent même s'ils continuent de peser sur les évolutions annuelles des stocks de bénéficiaires, qui sont en revanche soutenues par les entrées en contrat d'apprentissage (+5 000 bénéficiaires sur le trimestre et +14 000 sur un an).

Les entrées dans les dispositifs non-marchands continuent de se replier à un rythme soutenu : -24,4 %

par rapport au troisième trimestre de 2003. Cette baisse découle de la baisse programmée des enveloppes allouées à ces dispositifs, dans le cadre du redéploiement des crédits vers les dispositifs du secteur marchand. De plus, le Revenu minimum d'activité n'apporte pas le soutien escompté, sa montée en charge étant inférieure aux attentes. L'emploi trouve en revanche du souffle dans le recul plus modéré qu'an-

noncé initialement des entrées en Contrats emploi-solidarité et en Contrats emploi consolidé. Au total, la diminution du stock de bénéficiaires d'emplois aidés dans le secteur non-marchand est ainsi ralentie à -17 000 sur le trimestre contre -32 000 à la même période de 2003. Sur un an, la baisse du nombre de bénéficiaires est nette, à -99 000.

Tableau 3
Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

	2004		2003			2004			2003	2004
France Métropolitaine, données en fin de trimestre	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Entrées										
Données brutes - Milliers et %	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	138	90	143	248	158	98	139		-4,6	-3,2
dont : Abaissement de coûts salariaux	41	35	44	44	46	36	38		-10,5	-14,6
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat initiative emploi	13	14	16	22	27	26	19			
Contrat Jeune en entreprise	25	19	26	19	16	8	16			
Formations en alternance	83	38	84	186	93	41	83		-5,7	-0,8
Contrat d'apprentissage	45	11	51	121	52	14	52			
Contrats de qualification	26	14	23	53	29	15	23			
Contrat d'adaptation ou d'orientation	11	13	10	12	12	12	8			
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	110	97	95	95	89	85	72		-15,1	-24,1
dont : Contrats Emploi Solidarité	65	59	63	63	57	57	47			
Contrats Emploi Consolidés (2)	35	31	27	25	27	24	21			
Contrats Emploi Jeunes	9	7	6	7	5	4	4			
Formation des demandeurs d'emplois	119	136	126	153	126	133	123		6,9	-3,0
Dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	13	29	19	43	13	23	14			
Retraits d'activité	38	34	39	37	39	33	35		19,9	-9,3
Dont : Dispenses de recherche d'emploi	27	25	26	27	29	25	25			
Ensemble (3)	405	357	404	534	411	349	369		-2,2	-8,7
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (3)	20	17	18	30	0	0	0			
Stocks de bénéficiaires										
Données cvs - Milliers et %	Stock	Variations trimestrielles des stocks						Stock T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1000	-20	-40	-31	-12	26	-8	-9	-12,0	-0,3
dont : Abaissement de coûts salariaux	396	-18	-32	-21	-25	15	-10	-5	-23,6	-6,2
Abattement temps partiel	106	-51	-22	-20	-22	-10	-14	-13		
Contrat initiative emploi	168	-6	-5	0	6	8	6	0		
Contrat Jeune en entreprise	112	61	7	9	6	17	-2	7		
Formations en alternance	536	-4	-12	-12	10	6	-3	-6	-3,1	1,4
Contrat d'apprentissage	356	1	-1	0	2	3	4	5		
Contrats de qualification	144	-4	-12	-10	9	2	-9	-9		
Contrat d'adaptation ou d'orientation	35	-1	1	-2	-1	1	3	-3		
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	305	-33	-24	-32	-12	-50	-20	-17	-20,8	-24,4
dont : Contrats Emploi Solidarité	102	-23	-4	-3	10	-18	-3	-9		
Contrats Emploi Consolidés (2)	96	-2	-3	-7	-6	-8	-7	-6		
Contrats Emploi Jeunes	107	-8	-17	-21	-16	-24	-10	-2		
Formation des demandeurs d'emplois	137	-4	9	-3	3	-6	1	-4	2,0	-3,6
Dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	19	-9	6	0	1	-8	2	-3		
Retraits d'activité	531	-1	-1	9	9	-7	-1	2	-0,1	0,4
Dont : Dispenses de recherche d'emploi	403	1	2	8	11	-2	3	2		
Ensemble (3)	1973	-57	-56	-57	-11	-37	-27	-29	-10,4	-5,0

(1) - Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) - Source Cnasea.

(3) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

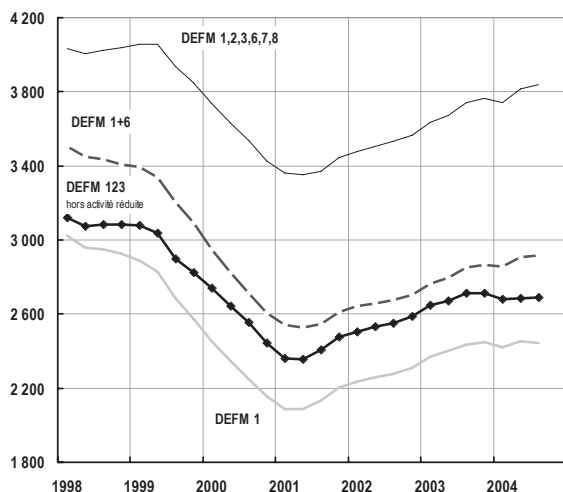
Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Les données sont arrondies au millier, et les totaux sont toujours ajustés sur les sources statistiques officielles.

Sources : Dares, Cnasea, Anpe, Unédic, Ministère de l'Éducation nationale, Ministère de l'Intérieur.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories

Milliers cvs

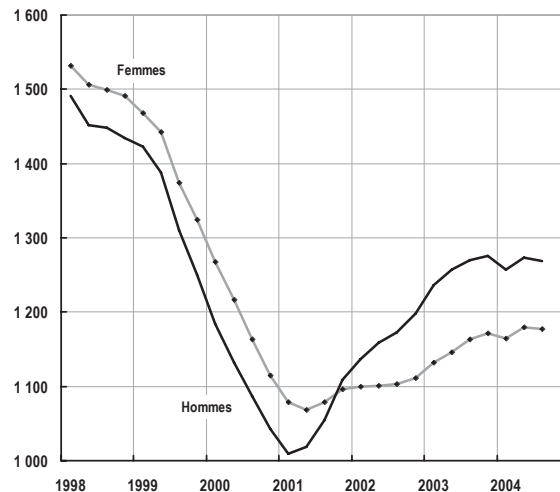


Sources : Dares, Anpe.

La formation des demandeurs d'emploi est moins dynamique qu'à la même période de 2003, avec une baisse des entrées (-3,0 %) comme du nombre de bénéficiaires (-3,6 %). Les entrées en dispositif de retrait d'activité sont plus faibles qu'un an plus tôt (-9,3 %), témoignant en creux de l'usage important fait par les salariés ayant eu une carrière longue de l'option qui leur était ouverte par la Loi Fillon sur les retraites. Ce phénomène semble toutefois ralenti ce trimestre, puisque le stock de bénéficiaire est en légère progression (+2 000).

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe

Milliers cvs



Champ : DEFM 1.
Sources : Dares, Anpe.

Le chômage est stable

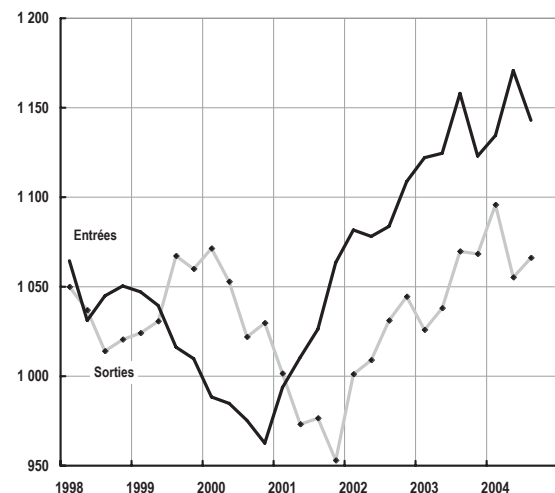
Si le nombre de chômeurs au sens du BIT recule de -17 000 depuis fin décembre 2003, le taux de chômage est globalement stable à 9,9 % de la population active (tableau 4). Le chômage au sens des DEFM1 est également stable sur l'année 2004 (graphique 7). Cette stabilité masque toutefois des évolutions opposées par sexe : le chômage des hommes est orienté à la baisse, -7 000 depuis le début de l'année, quand celui des femmes se redresse de +6 000

(graphique 8). Ceci suggère une évolution complexe, conditionnée notamment par les départs anticipés en retraite des demandeurs d'emploi ayant eu une carrière longue, conséquence de la loi Fillon, et qui concerne à 80 % des hommes.

Au troisième trimestre de 2004, les sorties du chômage sont relativement stables tandis que les entrées reculent de manière plus prononcée (graphique 9). Conséquence retardée de la reprise, la part des entrées au chômage pour motif de licenciement

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi

Milliers cvs

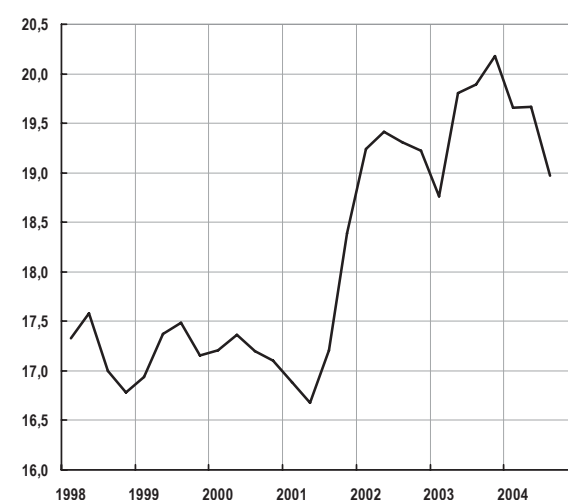


Champ : DEFM 1

Sources : Dares, Anpe.

Graphique 10
Licenciements ou sorties d'un PAP anticipé

En pourcentage cvs



Entrées en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou individuel, ou bien en raison de la sortie d'un PAP anticipé en % du total des entrées au chômage.

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / fin de trimestre	2004		2003				2004				2003	2004
% pour le taux BIT	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	T/(T-4)	
Catégories	Niveau		Variations trimestrielles								%	
DEFM 1	2 446	58	34	32	14	-25	31	-7		7,0	0,5	
DEFM 1+6	2 915	58	36	54	13	-9	54	6		6,6	2,2	
DEFM 1+2+3 hors AR	2 690	59	27	42	-2	-34	7	4		6,3	-0,9	
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 837	70	37	70	21	-23	73	23		6,0	2,5	
Taux de chômage BIT (pt)		9,6	9,8	9,9	9,9	9,8	9,9	9,9		0,8	0,0	
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	452	17	13	8	8	-18	5	16		12,6	2,5	
2 à 3 ans d'ancienneté	151	5	5	4	4	-7	5	12		12,1	9,9	
Plus de 3 ans d'ancienneté	117	-3	-2	-2	-1	0	1	2		-9,6	1,4	
Ensemble des CLD	720	18	15	9	11	-24	11	30		8,2	3,9	

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1) à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier, et les totaux sont toujours ajustés sur les sources statistiques officielles.

Sources : Dares, Anpe.

diminue de manière significative pour retrouver son niveau de 2002 (graphique 10). Dans un contexte de stagnation attendue de la population active, le recul du chômage DEFM1 de -7 000 au troisième trimestre apparaît toutefois modeste au regard des +12 000 emplois créés sur la même période. Le tassement ponctuel du phénomène de départs « anticipés » en retraite des salariés aux carrières longues peut partiellement expliquer cette évolution moins favorable qu'attendu. La baisse du nombre de bénéficiaires des politiques de l'emploi, notamment des dispositifs de formation en alternance, peut également avoir alimenté le chômage.

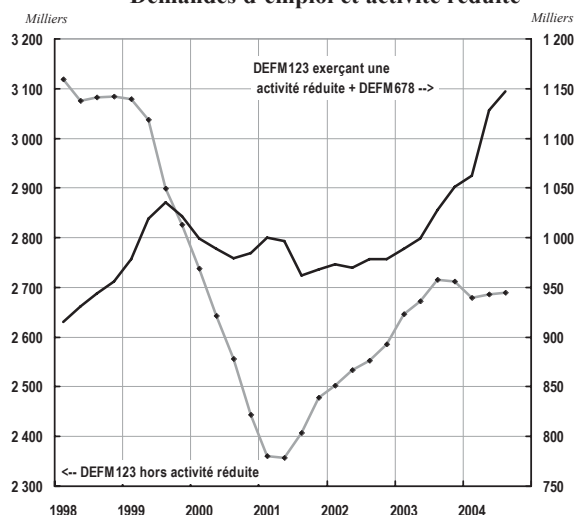
Mais les causes de la résistance du chômage peuvent aussi être cherchées dans la progression structurelle de l'activité réduite. Parce qu'elle a nécessairement pour contrepartie une accélération des offres d'emplois, elle peut être vue comme une résonance de l'amélioration conjoncturelle de l'activité et de l'emploi. Le nombre de chômeurs ne pratiquant pas d'activité réduite est stable sur le trimestre et recule de -23 000 depuis le début de l'année (DEFM123 hors activité réduite) alors que toutes catégories confondues, le nombre de chômeurs augmente de +23 000 sur le trimestre et de +73 000 depuis le début de l'année (DEFM 1+2+3+6+7+8). Si l'on

se restreint aux seuls demandeurs d'emploi avec activité réduite, la tendance est plus marquée encore, avec +96 000 demandeurs d'emploi depuis le début de l'année (graphique 11). Toutefois, cette progression structurelle s'est ralentie au troisième trimestre à +19 000 : l'accroc de croissance se serait traduit par une baisse de l'activité réduite, les demandeurs d'emploi concernés venant gonfler les chiffres du chômage des catégories n'exerçant pas d'activité réduite.

Europe : un chômage à deux vitesses

Dans la zone euro, la croissance marque le pas de manière moins prononcée qu'en France, progressant de +0,3 % au troisième trimestre et de +1,8 % sur un an. Comme en France, cela ne suffit pas à faire baisser le taux de chômage, mais cette situation est la résultante d'un marché du travail européen à deux vitesses (graphique 12). Il convient donc d'isoler deux types de pays avant d'évoquer un éventuel risque de « reprise sans emploi », réplique de celle qui s'est naguère déroulée aux États-Unis (graphique 13).

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, Anpe.

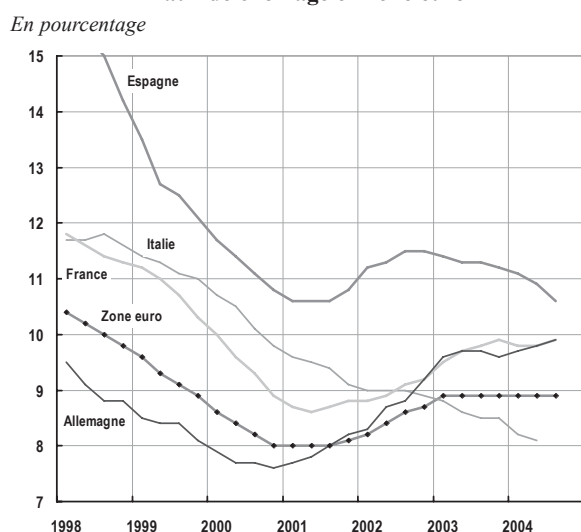
La croissance allemande demeure en sous-régime, accusant 0,5 point de retard sur la moyenne européenne en rythme annuel, si bien que le marché du travail allemand continue de se dégrader : le taux de chômage a augmenté de 0,7 point depuis la fin 2002, pour devenir identique à celui de la France. La résistance du chômage des deux côtés du Rhin freine mécaniquement l'amélioration des chiffres du marché du travail européen.

A l'opposé, en Espagne et en Italie, le chômage se replie, dans un contexte de croissance maintenue à son rythme des deux précédents trimestres. Si le recul du chômage dans ces deux pays est pour partie la poursuite d'une tendance de fond, la baisse du chômage des jeunes dans ces deux pays (données nationales provisoires dans le cas de l'Italie) semble bien traduire une amélioration conjoncturelle du marché du travail.

Dans les pays anglo-saxons, la croissance continue de tirer le taux de chômage à la baisse. A l'inverse, au Japon la baisse du chômage s'interrompt au troisième trimestre sous l'effet du ralentissement de la croissance

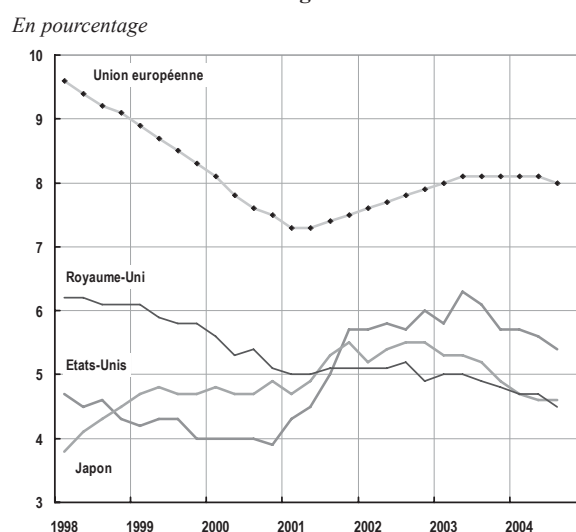
Dares*

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro



Source : Eurostat.

Graphique 13
Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.

* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et Fabien Toutlemonde, composée de Anne-Thérèse Aerts, Nicolas De Riccardis, Edouard Fabre, Lucie Gonzalez, Stéphane Jugnot, Christine Lagarenne, Marie Leclair, Sandrine Mathern, Géraldine Seroussi, Xavier Viney.

Références

- [1] Fabre, Edouard, De Riccardis, Nicolas [2004] « Évolution de l'emploi salarié au troisième trimestre 2004 » *Premières Informations*, n° 52.3, décembre.
- [2] De Riccardis, Nicolas [2005] « L'emploi intérimaire au troisième trimestre 2004 » *Premières Informations*, janvier, à paraître.
- [3] Dares [2004] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au deuxième trimestre 2004 : la reprise stabilise le marché du travail » *Premières Informations*, n°42.3, octobre.
- [4] Acoff [2004] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au troisième trimestre 2004 » *Acoff Stat - Conjoncture*, décembre.
- [5] Mathern, Sandrine [2005] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au troisième trimestre 2004- Résultats définitifs » *Premières Informations*, janvier, à paraître.
- [6] Dares [2005-1] « Le marché du travail en novembre 2004 » *Premières Informations*, janvier, à paraître.
- [7] Dares [2005-2] « Les tensions sur le marché du travail entre mars et octobre 2004 » *Premières Informations*, à paraître.
- [8] Eurostat [2004] « Octobre 2004 : Le chômage dans la zone euro stable à 8,9 % » Euro-indicateurs, communiqué de presse n°141/2004, décembre

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet. Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) - Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14) - Télécopie : 01.44.38.24.43 Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquetistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Reprographie : DAGEMO. Abonnements : *La Documentation française*, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - www.ladocumentationfrancaise.fr PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 € , CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.